

Burundi : des journalistes accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat pour un reportage

La Libre Belgique, 28 octobre 2019 Amnesty International, la Fédération internationale des Journalistes et Reporters sans Frontières ont demandé la libération de quatre journalistes burundais accusés d'"atteinte à la sûreté de l'Etat" pour un reportage.

Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Egide Harerimana et Thérèse Mpozenzi sont quatre journalistes du groupe de presse burundais Iwacu, dernier média indépendant du pays après la destruction des autres en 2015, quand le président Pierre Nkurunziza a déclenché une terrible répression contre tous ceux qui critiquaient sa volonté de se maintenir au pouvoir malgré l'interdiction qu'en fait l'Accord de paix d'Arusha et ceux qu'ils soupçonne de trahison envers le régime. Depuis lors, de nombreux journalistes ont fui l'extérieur du Burundi. Selon Iwacu, les quatre journalistes avaient été alertés au sujet de combats entre forces armées et des rebelles burundais qui tentaient de pénétrer dans le pays à la frontière avec la RDCongo. Selon la police burundaise, citée par l'AFP, au moins 14 rebelles du groupe RED-Tabara ont été tués lors de cette attaque. RED-Tabara a été fondé à la suite de la répression tous azimuts qui s'est abattue sur les Burundais opposants ou supposés tels depuis 2015. Le 22 octobre, nos confrères se sont rendus sur place pour un reportage. "Bien qu'ils aient prévu les autorités de la province dans laquelle ils se rendaient, ils ont été arrêtés à leur arrivée", ainsi que leur chauffeur, indique Iwacu. Selon le groupe de presse, leur matériel a été saisi. Ils ont passé plusieurs jours dans un cachot du commissariat de Bubanza avant d'être transférés, le 25 octobre, dans un autre cachot où ils ont dû faire face à des conditions de détention inhumaines et dégradantes". Samedi, ils ont été inculpés d'"atteinte à la sûreté de l'Etat". Iwacu a déjà payé un lourd tribut à la lutte pour le droit à l'information: son journaliste Jean Bigirimana a disparu depuis 2015 et son corps n'a jamais été retrouvé. Une pétition en ligne pour la libération de cinq personnes a été lancée sur <https://www.change.org/p/gouvernement-du-burundi-lib%C3%A9rez-les-journalistes-du-journal-iwacu-7f352c13-3c26-4f1c-913c-9c9599113637> Marie-France Cros

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});